

L'action des individus et des forces sociales n'est pas régie par des lois de conservation des individus ou des forces, en dehors des considérations de classes : Brüning ou Matteotti ne pouvaient pas agir en considération de leurs intérêts personnels ou des idées qu'ils soutenaient, c'est-à-dire emprunter le chemin de la révolution prolétarienne qui, seul, les aurait préservés de l'étranglement fasciste. Individu et force agissent en fonction des classes dont ils dépendent. Cela explique pourquoi les personnages actuels de la politique française ne font que suivre les traces laissées par leurs prédécesseurs des autres pays, et cela même dans l'hypothèse d'une évolution du capitalisme français vers le fascisme.

La base de la formule de l'antifascisme (le syndicat de tous les menacés) se révèle donc d'une inconsistance absolue. Si, d'autre part, nous examinons de quoi procède — du moins dans ses affirmations programmatiques — l'idée de l'antifascisme, nous constaterons qu'elle dérive d'une dissociation du fascisme et du capitalisme. Il est vrai que si l'on interroge, à ce sujet, un socialiste, un centriste ou un bolchévik-léniniste, tous affirmeront qu'effectivement le fascisme c'est le capitalisme. Seulement, le socialiste dira : « nous avons intérêt à défendre la Constitution et la République afin de préparer le socialisme » ; le centriste affirmera qu'on réalise plus facilement l'unité de lutte de la classe ouvrière autour de l'antifascisme, qu'autour de la lutte contre le capitalisme ; le bolchévik-léniniste affirmera qu'il n'existe pas de meilleure base pour le rassemblement et pour la lutte, que la défense des institutions démocratiques que le capitalisme n'est plus capable d'assurer à la classe ouvrière. Il s'avère donc que l'affirmation générale « le fascisme est le capitalisme » peut conduire à des conclusions politiques pouvant seules résulter de la dissociation du capitalisme et du fascisme.

L'expérience démontre, et cela anéantit la possibilité de distinction entre fascisme et capitalisme, que la conversion du capitalisme en fascisme ne dépend pas de la volonté de certains groupes de la classe bourgeoise, mais répond à des nécessités qui se rattachent à toute une période historique et aux particularités propres à la situation d'Etats se trouvant dans une situation de moindre résistance aux phénomènes de la crise et de l'agonie du régime bourgeois. Les expériences d'Italie et d'Allemagne peuvent — dans la mesure où une séparation étanche est possible — nous mener à cette conclusion : lorsque le capitalisme se voit obligé de passer à l'organisation fasciste de sa société, les bataillons fascistes fournissent les troupes de choc qui se dirigent contre les organisations de classe du prolétariat. Les formations politiques démocratiques de la bourgeoisie affirment alors une opposition au fascisme, laquelle a pour but d'appeler le prolétariat à confier la défense de ces institutions aux lois démocratiques et à la Constitution. En outre, la social-démocratie, qui agit dans le même sillon que les forces libérales et démocratiques, appelle également le prolétariat à poser comme revendication centrale le recours à l'Etat pour obliger les formations fascistes à respecter la légalité pour les désarmer ou même pour les dissoudre. Ces trois courants politiques agissent sur une ligne parfaitement solidaire : leur source se retrouve dans la nécessité pour le capitalisme d'aboutir au triomphe du fascisme, là où l'Etat capitaliste a pour but d'élever le fascisme jusqu'à en faire la forme nouvelle d'organisation de la société capitaliste.

Puisque le fascisme répond à des exigences fondamentales du capitalisme, c'est sur un autre front opposé que nous pourrions trouver une possibilité de lutte réelle contre lui. Il est vrai qu'aujourd'hui, nous nous exposons souvent à voir falsifier des positions que nos contradicteurs ne veulent pas combattre politiquement. Il suffira, par exemple, de s'opposer à la formule de l'antifascisme (qui n'a aucune base politique), parce que les expériences prouvent que, pour la victoire du fascisme, les forces antifascistes du capitalisme ont été aussi nécessaires que les forces fascistes elles-mêmes, pour s'entendre répondre : « peu importe d'analyser la substance programmatique et politique de l'antifascisme, ce qui nous intéresse, c'est que Daladier est préférable à Doumergue, que ce dernier est préférable à Maurras, et, dès lors, nous avons intérêt à défendre Daladier contre Doumergue ou Doumergue contre Maurras. Ou, selon les circonstances, Daladier ou Doumergue, puisqu'ils représentent un obstacle à la victoire de Maurras et que notre de-

voir est « d'utiliser la moindre fissure dans le but de gagner une position d'avantage pour le prolétariat ». Evidemment, les événements d'Allemagne, où les « fissures » que pouvaient représenter d'abord, le gouvernement de Prusse, ensuite Hindenburg-von Schleicher, n'ont été, en définitive, qu'autant d'échelons permettant l'ascension du fascisme, sont de simples bagatelles dont il ne faut pas tenir compte. Il est entendu que nos objections seront taxées d'antiléniennes ou d'anti-marxistes ; on nous dira que, pour nous, il est indifférent qu'il y ait un gouvernement de droite, de gauche ou fasciste. Mais, à ce dernier sujet, nous voudrions, une fois pour toutes, poser le problème suivant : **tenant compte des modifications survenues dans les situations de l'après-guerre, la position de nos contradicteurs qui demandent au prolétariat d'intervenir pour choisir entre les formes d'organisation de l'Etat capitaliste, la moins mauvaise, ne reproduit-elle pas la même position défendue par Bernstein appelant le prolétariat à réaliser la meilleure forme de l'Etat capitaliste? L'on nous répondra peut-être que l'on ne demande pas au prolétariat d'épouser la cause du gouvernement pouvant être considéré comme la meilleure forme de domination au point de vue prolétarien, mais que l'on se propose simplement de renforcer les positions du prolétariat, à tel point d'imposer au capitalisme une forme de gouvernement démocratique. Dans ce cas, l'on ne ferait que modifier les phrases et le contenu resterait le même. En effet, si réellement le prolétariat est en condition d'imposer une solution gouvernementale à la bourgeoisie, pourquoi devrait-il se borner à un tel objectif au lieu de poser ses revendications centrales pour la destruction de l'Etat capitaliste? D'autre part, si sa force ne lui permettrait pas encore de déclencher son insurrection, l'orienter vers un gouvernement démocratique, n'est-ce pas l'aiguillonner sur une voie permettant la victoire de l'ennemi?**

Le problème n'est certainement pas comme le voient les partisans du « meilleur choix » : le prolétariat a sa solution du problème de l'Etat, et il n'a aucun pouvoir, aucune initiative en ce qui concerne les solutions que donnera le capitalisme au problème de son pouvoir. Il est évident que, logiquement, il y aurait avantage à trouver des gouvernements bourgeois très faibles permettant l'évolution de la lutte révolutionnaire du prolétariat ; mais il est tout aussi évident que le capitalisme ne constituera des gouvernements de gauche ou d'extrême-gauche, qu'à la condition que ces derniers représentent la meilleure forme de sa défense dans une situation donnée. En 1917-21, la social-démocratie accédant au gouvernement réalisa la défense du régime bourgeois et fut la seule forme permettant l'écrasement de la révolution prolétarienne. **En considérant qu'un gouvernement de droite aurait pu directement orienter les masses vers l'insurrection, les marxistes devaient-ils préconiser un gouvernement réactionnaire?** Nous formulons cette hypothèse pour prouver qu'il n'existe pas de notion de forme de gouvernement meilleure ou mauvaise valable en général pour le prolétariat. Ces notions existent seulement pour le capitalisme et suivant les situations. La classe ouvrière a, par contre, le devoir absolu de se regrouper sur ses positions de classe pour combattre le capitalisme sous la forme qu'il revêt concrètement : fasciste, démocratique ou social-démocratique.

La première considération essentielle que nous ferons en regard des situations actuelles, sera la proclamation ouverte que le problème du pouvoir ne se pose pas aujourd'hui d'une façon immédiate pour la classe ouvrière, et qu'une des manifestations les plus cruelles de cette caractéristique de la situation est le déclenchement de l'attaque fasciste, ou l'évolution de la démocratie vers les pleins pouvoirs. Dès lors, il s'agit de déterminer sur quelles bases pourra s'effectuer le rassemblement de la classe ouvrière. Et ici une conception vraiment curieuse va séparer les marxistes de tous les agents de l'ennemi et des confusionnistes qui agissent au sein de la classe ouvrière. Pour nous, le rassemblement des ouvriers est un problème de quantité : le prolétariat ne pouvant s'assigner pour but immédiat la conquête du pouvoir, se rassemble pour des objectifs plus limités, mais toujours de classe : les luttes partielles. Les autres, qui afficheront un extrémisme de bluff, altéreront la substance de classe du prolétariat et affirmeront qu'il peut lutter pour le pouvoir à n'importe quelle époque. Ne pouvant poser ce problème sur